Le froid n'entamera pas leur détermination. Des enseignants, parents d'élèves et autres membre de la communauté éducative ont prévu de manifester demain contre l'évolution annoncée des effectifs dans l'éducation en Gironde, qui se traduit par la suppression de nombreux postes de Rased.

Ce nouveau rassemblement, qui ne sera certainement pas le dernier, fait suite à la mobilisation déjà lancée dans certaines écoles et à une première manifestation organisée avant-hier devant l'inspection académique.

Enseignants «sans classe»

En cause, comme chaque année ou presque, la fameuse carte scolaire, qui fait la liste des ouvertures et fermetures de classes pour la rentrée à venir. Or, pour septembre 2012, l'Inspecteur d'académie de la Gironde doit «rendre» 20 postes d'enseignants alors que le nombre d'élèves devrait augmenter d'environ un millier dans le département. Pour ne pas avoir à fermer de classes, et même au contraire en ouvrir (70 ouvertures prévues), c'est du côté des Rased (réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté) que va se faire la ponction. Ces réseaux font appel à des enseignants «sans classe» (les maîtres E) qui interviennent dans les écoles au gré des besoins pour accompagner spécifiquement les élèves qui décrochent. Pour satisfaire aux impératifs fixés par le ministère, l'inspecteur a annoncé la suppression de 83 postes de maîtres E sur 124 à la prochaine rentrée.

Des écoles mobilisées

Depuis les premières annonces de chiffres, syndicats et parents ont commencé à se mobiliser. A Saint-Médard en Jalles, des rassemblements ont déjà eu lieu. Hier c'est devant l'école Albert Camus de Lormont que des parents se sont mobilisés à la sortie des classes. Leur établissement situé en plein quartier Génicart, classé en éducation prioritaire, doit perdre son «maître E» alors que 24 % des élèves sont pris en charge par le Rased. Parallèlement, des élus montent aussi au créneau pour la défense de ces postes. Hier, la députée PS Conchita Lacuey a profité de la cérémonie de signature des CUCS (contrat urbain de cohésion sociale par lesquels l'Etat s'engage à aider les communes à agir pour leurs quartiers défavorisés), pour évoquer le problème. L'adjointe bordelaise Véronique Fayet lui a emboîté le pas : «Il faut être cohérent. Ce qu'on fait ici ne sert à rien si parallèlement on enlève des Rased. On vide la mer avec une petite cuillère». • **SL**